

Les Cahiers de L'Orient

Revue d'études et de réflexion sur le monde arabe et musulman

LE CAUCASE, UN CONFLIT POUR DEMAIN ?

- La Russie, une politique de puissance ?
- Le poids croissant de Washington
- Bilan économique du Caucase central
- Enjeux énergétiques
- La Géorgie depuis 2008

Egalement dans ce numéro:

- Eugène Fromentin et la femme orientale

18 € - Hiver 2011 - n° 101

Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie Vingt ans de transition économique

(Traduit de l'anglais)

Par Vladimer Papava*

Immédiatement après la restauration de leur indépendance en 1991, les trois pays du Caucase central – Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie¹ – ont du faire face aux défis de la transition vers l'économie de marché. Près de vingt ans plus tard, il est naturel de se demander si ces pays ont en effectivement pris la route et à quel stade de transformation ils se trouvent, notamment après la crise financière actuelle.

Héritage de l'économie planifiée

Le Caucase central se distingue par l'extrême diversité de sa topographie, de sa géographie et de ses conditions naturelles. Son développement économique en porte la marque; néanmoins, à l'époque soviétique, il fut essentiellement décidé à Moscou qui assigna à chaque République constitutive de l'URSS une place spécifique dans l'économie soviétique, l'intégrant dans un système centralisé économiquement et politiquement².

**Dr Vladimer Papava est Senior Fellow à la Georgian Foundation for Strategic and International Affairs et Senior Associate Fellow du Joint Transatlantic Research and Policy Centre du Central Asia-Caucasus Institute (Université de John Hopkins -SAIS). Il a été Ministre de l'économie de la République de Géorgie de 1994 à 2000 puis membre du parlement de 2004 à 2008. Il vit à Tbilissi. Dr Papava peut être joint à l'adresse électronique suivante : papavavladimer@gfisis.org.*

L'Arménie soviétique fut dotée de nombreuses industries lourdes et légères : industrie chimique, métaux ferreux, machines outils, textile, cuir, habillement. Le pays se démarquait aussi par sa production d'électricité, notamment celle de la station atomique de Medzamor, qui fut et reste la seule de toute la région. Dans l'agro-alimentaire, le cognac (brandy) représentait, et représente toujours, une part importante de la production du secteur.

L'économie de l'Azerbaïdjan était caractérisée par une base industrielle importante centrée sur l'extraction du pétrole, les produits pétroliers raffinés, la métallurgie blanche, les fertilisants minéraux, les lubrifiants, les herbicides et le caoutchouc synthétique. Le coton, la laine ainsi que l'industrie de l'habillement formaient la partie la plus significative de l'industrie légère, tandis que l'agriculture azérie exportait ses produits dans toute l'Union soviétique.

La Géorgie disposait à l'époque communiste d'une industrie lourde relativement développée : métallurgie, production d'alliages ferreux, construction mécanique (machine agricole, aéronautique, construction navale) et machine outil. Les produits de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire, principalement le vin, l'eau minérale, le thé et les citrons, étaient exportés, eux aussi, partout en URSS.

Avant la chute du communisme, l'économie soviétique était déjà en crise. L'absence de concurrence avait fait disparaître le seul stimulus du développement économique. L'écroulement de l'URSS eut pour effet de mettre fin aux relations inter entreprises tandis que les pays post soviétiques se retrouvaient avec une quantité limitée de biens et produits exportables vers les marchés internationaux : hydro-électricité, pétrole, gaz, leurs produits dérivés et matières premières. Les entreprises industrielles n'étaient plus compétitives, leurs productions étant de mauvaise qualité et/ou leurs prix trop élevés. La disparition concomitante du système de consommation soviétique aboutit à priver ces entreprises des seuls débouchés auxquels elles pouvaient encore prétendre.

Transition vers l'économie de marché

La désindustrialisation des économies du Caucase central fut brutale. Aggravant encore plus la situation, les conflits ethniques du début des années 90³ ont affecté tous les pays du Caucase, les plongeant dans une crise profonde. Celle-ci a atteint toutes les sphères d'activités vitales, aboutissant à une chute importante de production, un fort niveau d'inflation et un déclin vertigineux du niveau de vie^{4,5}.

En 1996, le PIB de l'Azerbaïdjan représentait 42 pour cent de celui de 1990⁶; en 1995, la production industrielle égalait 72 pour cent de celle de 1990⁷.

En 1994, l'économie de l'Arménie était dans un état de dépression avancée; plus spécifiquement, le potentiel économique avait baissé de 90 pour cent, le PIB était divisé par 10 et la production industrielle avait diminué de 80 pour cent par rapport à 1990⁸.

En Géorgie, entre 1990 et 1994, le PIB baissa de 72 pour cent et la production industrielle de 84 pour cent⁹.

A partir de 1994-1995, soutenus par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, dans une moindre mesure, mirent en œuvre des réformes économiques drastiques, aboutissant à une stabilisation et à une amélioration de la situation économique perceptible dans les trois pays¹⁰.

Les conséquences de la crise étaient si profondes qu'une année n'était pas suffisante pour les faire disparaître. Plus encore, le succès dépendait d'une politique économique radicale et constructive, de la combinaison optimale des intérêts de tous les pays de la région et de la faculté à attirer activement les investissements étrangers directs¹¹.

Ayant été mises en place avec la participation directe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, les réformes économiques ont été similaires dans les trois pays du Caucase central. Néanmoins, l'Azerbaïdjan, en raison de ses réserves significatives d'hydrocarbures, n'a pas poussé aussi loin sa coopération avec les institutions financières multilaté-

rales et a accumulé un certain retard par rapport à l'Arménie et à la Géorgie dans sa transition vers l'économie de marché.

La nécro-économie

Les entreprises industrielles, lourdes et légères, n'ayant pu s'adapter à la nouvelle donne, auraient dû fermer dans une économie de marché. Loin de disparaître, elles ont constitué un ensemble comparable à une carcasse vide, sans vie : la « nécro-économie »¹².

En l'absence de lois effectives et applicables sur la banqueroute et la faillite, ces entreprises « nécrosées », grandes et moyennes, ont réussi à survivre. La majeure partie de la nécro-économie se trouve dans le secteur public. Les différentes privatisations n'ont pas réussi à faire redémarrer l'activité des entreprises concernées, élargissant les frontières de la nécro-économie au secteur privé. La privatisation indique seulement un changement de propriété qui, en lui même, n'implique pas un redémarrage de l'entreprise dont l'activité est toujours quasi-inexistante.

Des récentes publications sur la politique économique japonaise de ces vingt dernières années ont souligné les effets pervers d'un soutien aveugle aux entreprises en faillite, tel qu'il a pu se produire au Japon. Insolvables, celles-ci n'ont survécu que grâce aux crédits¹³ accordés par les banques à des taux inférieurs à ceux du marché.¹⁴ Le terme de « zombification » est utilisé pour décrire le processus qui voit la création, au sein même de l'économie, d'une poche de plus en plus grande d'entreprises mortes vivantes ayant contaminé les banques les soutenant¹⁵. Absorbant une part conséquente des ressources, l'économie zombie se révèle un trou noir empêchant par son existence toute restructuration du système dans son ensemble.

Suite à la récente crise financière internationale, les analyses sur l'économie japonaise sont redevenues d'actualité¹⁶ avec l'adoption par la plupart des pays, y compris les pays

post soviétiques, de plans de relance afin de soutenir l'activité, notamment dans les secteurs bancaires et immobiliers. En cas de pérennisation de la crise, les mêmes effets pervers observés au Japon, pourraient se répéter dans le monde avec, en perspective, une « zombification » des économies concernées. En fait, la crise financière a créé les conditions favorables à l'apparition des fondations d'une économie « zombifiée ». Dans les pays post – communistes¹⁷, ce phénomène est aussi observable et est aggravé par l'existence de la nécro-économie qui en amplifie les risques. Un tel phénomène s'est déjà produit en Russie immédiatement après la crise d'août 1998 qui vit la première zombification d'une économie post communiste¹⁸.

En théorie, seule une loi effective sur la banqueroute peut mettre fin à la nécro économie et l'économie zombie. L'expérience de beaucoup de pays post communistes a montré que les tentatives d'adopter formellement une telle loi se sont toutes révélées mort-nées¹⁹.

Crise, récession et plans de relance

Bien que les marchés financiers n'y soient pas développés, la crise financière a eu un impact négatif important dans les pays du Caucase central. L'instabilité politique de la région, crises politiques internes à répétition et conflits ethniques toujours éruptifs²⁰, freine son développement économique et la fragilise face aux aléas de la conjoncture internationale²¹.

Comparativement aux autres États du Caucase et de l'Asie centrale, l'Arménie, la Géorgie et le Kazakhstan ont été les plus affectés par la récession²².

La Géorgie et l'Arménie, toutes les deux des économies ouvertes²³ ne possédant pas de ressources hydrocarbures, ont eu une évolution similaire. L'Azerbaïdjan, du fait des revenus issus de l'exportation du gaz et du pétrole, a moins souffert.

Face à l'intensité de la crise et de la récession, les trois pays du Caucase central ont adopté des plans de relance similaires²⁴.

Du fait de l'absence de ressources naturelles, la crise a très durement affecté l'Arménie d'autant plus qu'elle avait été gravement atteinte par les conséquences du conflit russo-géorgien de 2008. Selon les sources officielles, les dommages directs et indirects du conflit ont été estimés à 700 millions de dollars US²⁵. En 2009, le PIB ne représentait que 85,8 pour cent de celui de l'année précédente²⁶.

La récession a atteint, en premier, le secteur industriel où se concentrent les entreprises de la nécro-économie. En 2008, la production des industries chimique et métallurgique a chuté respectivement de 9,6 pour cent et de 14,8 pour cent²⁷, par rapport à l'année précédente. 98,7 pour cent de la production industrielle ont été vendus en 2008, dont environ 70 pour cent sur le marché intérieur²⁸ (ce chiffre est trop élevé pour des industries censées être tournées vers l'exportation). Ces chiffres montrent clairement la nature nécrosée de certains secteurs clé de l'économie réelle²⁹ et les problèmes de fond qui se posent à l'économie arménienne dans son ensemble.

En novembre 2008, le gouvernement arménien a mis en place un plan anti-crise. Celui-ci prévoyait notamment le soutien aux industries locales sous la forme de subventions directes, de garanties gouvernementales et, dans certains cas, de prises de participation³⁰. Plus de vingt entreprises ont bénéficié du plan de sauvetage gouvernemental, pour un montant de 67 millions de dollars³¹.

En comparaison avec les autres pays post soviétiques, l'Azerbaïdjan semble avoir moins souffert de la crise³². Ces dernières années, les ventes de pétroles et de gaz ont permis la constitution d'importantes réserves de change, créant un « coussin protecteur » pour l'économie locale³³.

Néanmoins, les entreprises industrielles ont particulièrement été frappées (métallurgie, chimie, aluminium³⁴). Selon les statistiques officielles, pour les huit premiers mois de l'année 2009, la production industrielle représentait 103,9 pour cent de la production de la même période en 2008. Pour la

production industrielle non-pétrolière, l'indice baisse à 94,3 pour cent comparativement à l'année précédente³⁵. La ville de Sumgaït, troisième ville d'Azerbaïdjan par sa population, connue à l'époque soviétique pour ses industries de défense, symbolise, de nos jours, l'exemple classique d'une zone économique nécrosée. Presque toutes les entreprises – notamment les usines du complexe chimique d'État Azerkimya, l'usine d'État Azerboru (tuyaux) ainsi que Azeraluminium – sont arrêtées ou travaillent au minimum de leurs capacités³⁶. Toutes les usines métallurgiques, créés au moment de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, Baku Steel, Baki Poladtekme JSC et DHT Metal JSC, sont elles aussi en difficulté³⁷.

La gestion de l'économie azérie a toujours des traits rappelant l'ancien mode de gestion soviétique. Les grandes entreprises publiques bénéficient d'une importante aide matérielle et financière de l'État sous la forme d'allocations budgétaires et d'exemptions fiscales³⁸.

Au début de l'année 2009, le gouvernement azéri a, lui aussi, adopté un plan de relance. Celui-ci envisage des mesures de lutte contre la hausse artificielle des prix à la consommation et la constitution de monopoles. Le plan prévoit aussi la limitation des ingérences illégales du gouvernement dans l'économie, une politique visant à attirer les dépôts et les avoirs en devises à l'étranger dans les banques les plus fiables du pays, et la mise en place de mécanismes de contrôle visant à permettre l'investissement de ces avoirs rapatriés dans l'économie réelle. A cet effet, le gouvernement entend améliorer la politique d'investissements ainsi que le contrôle sur les dépenses de l'État. Le gouvernement azéri compte soutenir le secteur orienté vers l'export, augmenter le volume des crédits bonifiés aux hommes d'affaires ainsi que les aides à l'agriculture³⁹. L'existence d'un large secteur industriel nécrosé et la pratique d'un soutien public aux entreprises accroissent le risque d'une « zombification » de l'économie azérie comme celles des autres pays post soviétiques.

Après la guerre d'août 2008, immédiatement suivie de la crise mondiale⁴⁰, la Géorgie a dû faire face à des défis écono-

miques majeurs⁴¹. Sans l'aide internationale apportée après l'agression militaire russe, la crise aurait eu des conséquences bien plus graves sur l'économie géorgienne. A la conférence de Bruxelles d'octobre 2008, sous l'égide de la Banque mondiale, la communauté internationale a alloué à la Géorgie une aide financière post-conflit de 4,5 milliards de dollars (2 milliards sous forme de dons et le reste en prêts⁴²). Le déboursement de cette aide est prévu sur une période deux ans et la plus grande partie est affectée à la réparation des dommages économiques subis pendant la guerre.

L'année 2009 a été marquée la récession. Le PIB de 2009 ne représente que 96,1 pour cent de celui de 2008⁴³. Les dix plus grandes entreprises du pays ont significativement réduit leurs productions, certaines s'arrêtant complètement⁴⁴, créant ainsi des conditions favorables à une pérennisation de la nécro-économie⁴⁵. Bien que le gouvernement achète régulièrement de grandes quantités de fertilisant à la plus grande usine chimique du pays, Azot, celle-ci a dû cesser son activité⁴⁶. Plus surprenant, plusieurs entreprises ont continué à produire durant les premiers mois de l'année 2009, en dépit de la crise et de l'absence de demande. Elles se sont arrêtées au printemps 2009 quand leurs entrepôts ont été saturés d'invendus⁴⁷.

Afin d'aider l'économie à surmonter la crise, le gouvernement géorgien a développé un « paquet financier » dont le but premier est de secourir les secteurs bancaire et immobilier⁴⁸. A cet effet, il est prévu d'émettre des bons du trésor qui seront investis dans des projets d'investissements. Le gouvernement entend aider les banques commerciales, récipiendaires de ces bons du trésor, en leur permettant de recevoir des revenus réguliers venant du budget de l'état. En assouplissant les contrôles étatiques sur les banques, le gouvernement espère qu'elles pourront ainsi attirer des crédits additionnels.

Les autorités géorgiennes prévoient aussi que la municipalité de Tbilissi se portera garante des compagnies de construction immobilière afin d'encourager les banques à continuer à leur accorder des prêts pour la rénovation de la vieille ville de Tbilissi.

Au vue des dispositions gouvernementales, il semblerait que le plan de relance n'inclut pas les entreprises du secteur nécrosé. Néanmoins, jusqu'à présent aucun effort n'a réellement été engagé pour fermer ces entreprises. De plus, l'assistance du gouvernement est accordée principalement aux sociétés de construction immobilière qui reposent sur des pyramides financières. Il existe un risque réel que celles-ci soient zombifiées de même que les banques qui leur prêtent de l'argent, et qui sont elles-mêmes soutenues par la municipalité de Tbilissi.

Conclusion

La nécro-économie est un système d'entreprises mortes, que les pays post communistes ont reçu en héritage de l'économie dirigée soviétique. Bien que défuntes, celles-ci ont montré une certaine capacité à survivre. Les économies du Caucase central sont toutes affectées par la nécro-économie. Suite à la crise financière internationale, depuis 2008, les gouvernements des trois pays de la région ont adopté des plans de relance qui, en l'absence de lois effectives sur la banqueroute, font planer le risque de la pérennisation de la nécro-économie dans la mesure où les entreprises, soutenues par l'État, auraient dû, bien avant la crise, être mises en faillite. En ce sens, les plans de relance pèsent sur la possibilité d'une amélioration future, une fois la crise financière résorbée.

Le seul mécanisme effectif pour mettre un terme à une telle évolution serait une loi effective sur la banqueroute qui nécessite pour sa mise en œuvre une volonté politique forte de la part de l'élite dirigeante.

V. P.

Septembre 2010